

Peut-on encore débattre de tout à l'ULB ?

■ L'Université libre de Bruxelles organise chaque semaine des conférences-débats. Parfois, la venue de certains orateurs sur son campus, comme ce fut le cas lundi soir avec le libéral Georges-Louis Bouchez et l'essayiste Louis Sarkozy, suscite des protestations. À l'ULB, plus que dans d'autres universités, certains sujets de société s'avèrent explosifs. C'est le cas du conflit au Proche-Orient qui fracture la communauté académique.

“On peut et on doit débattre de tout à l'ULB, mais l'université ne peut être transformée en lieu d'endoctrinement ou en tribune politique”

Entretien Alice Dive

Lundi soir, une centaine de manifestants issus d'associations étudiantes ont protesté contre la venue du libéral Georges-Louis Bouchez et de l'essayiste Louis Sarkozy, invités à un débat à l'ULB, les accusant d'être des “fachos”. Selon eux, la tenue de cette conférence trahissait “les valeurs de l'ULB”. Eric Muraille, professeur de la faculté de médecine de l'ULB et coauteur d'une carte blanche parue le 14 novembre dans *La Libre*, pose un regard critique sur l'évolution des débats au sein de son université.

Y a-t-il un problème de débat à l'Université libre de Bruxelles ?

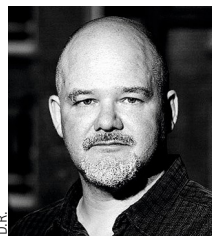
Oui, je le pense et le déplore. La meilleure manière de lutter contre cela, c'est de stimuler les débats, notamment dans vos colonnes. Mais il faut aussi intensifier les débats au sein de l'université, par exemple en créant – comme j'y travaille avec des collègues – des cycles de conférences “Sciences et société” qui convieraient des orateurs pouvant être clivants, mais qui respecteraient les principes de libre examen. Comprenez : on exigerait de ces personnes qu'elles produisent un discours factuel, rationnel et argumenté, pas simpliste ni purement idéologique et, surtout, qu'elles se confrontent à la critique.

Le conflit au Proche-Orient est manifestement un sujet explosif à l'ULB. Peut-on encore débattre de tout dans votre université ?

Oui. On peut et on doit parler de tout à l'ULB, absolument de tout, même des sujets les plus clivants. Mais il faut également veiller à ce que l'université ne soit pas transformée en un lieu d'endoctrinement ou en une tribune politique. C'est la raison pour laquelle j'insiste sur le fait qu'on doit respecter certaines normes académiques dans le cadre de

tout débat organisé sur le campus : la rationalité, le factuel et la critique sont indispensables. Donc on peut exprimer des opinions mais argumentées. Et la présence de contradicteurs, ou au moins d'un modérateur, est nécessaire afin de garantir une forme de critique au sein des débats.

Ceci explique, par exemple, pourquoi la venue d'un orateur comme Mohammed Khatib a été refusée par la rectrice. Les raisons sont claires : l'intéressé a été classé par l'Ocam comme prédicateur de haine. Il représente Samidoun, une organisation propalestinienne qui est interdite dans plusieurs pays qui l'ont classée comme organisation en lien avec le terrorisme. Et on ne devrait évidemment pas non plus accepter sur le campus la présence d'activistes masqués qui seraient liés à des mouvements radicaux. Il est très clair que nous devons lutter fermement au sein de l'université contre toute censure, qu'elle émane de religieux, de partis politiques ou d'étudiants activistes.



DR
Eric Muraille
Professeur de la faculté de médecine de l'ULB

Pourquoi le conflit israélo-palestinien divise-t-il à ce point, et depuis toujours, les professeurs et étudiants de l'ULB ?

Ce qui est problématique à l'ULB dans le cadre de ce conflit, c'est qu'il y a de très fortes pressions, internes et externes, pour que l'université abandonne sa neutralité institutionnelle. Ces pressions ont plusieurs origines. D'abord, il y a une raison sociologique : l'ULB se situe à Bruxelles et attire par là un public étudiant beaucoup plus diversifié que d'autres universités comme l'UNamur (où j'enseigne également) ou l'ULiège. Ensuite, l'ULB se situe en première ligne face à toute une série d'organisations politiques et religieuses qui ont leur siège à Bruxelles et qui considèrent l'ULB comme pouvant leur servir avantagement de plateforme pour s'exprimer. Enfin, et c'est un choix stratégique qui a été fait, l'ULB a décidé, il y a quelques années, de se positionner ouvertement en fa-

veur de la diversité, c'est-à-dire d'être plus ouverte et inclusive, notamment en faveur du port du voile sur les campus. Ce n'est évidemment pas une mauvaise chose, mais cela a entraîné certains choix académiques, comme celui de fortement s'investir dans les études sur l'islam. Nous avons donc à l'ULB un certain nombre de chercheurs/professeurs qui ont été engagés sur la base de leur intérêt pour l'islam. Un intérêt qui, parfois, est plus proche de la sympathie que d'un intérêt académique basé sur une approche neutre et critique. En pratique, certains de ces chercheurs interrogent peu ou minimisent les conflits que la religion peut engendrer en matière d'enseignement, de recherche ou de vivre ensemble. Dans la mesure où cette communauté de chercheurs s'est bien organisée, de nombreux professeurs/chercheurs à l'ULB ont été poussés à prendre position sur le conflit israélo-palestinien, en l'occurrence en faveur de la Palestine. Je précise que leur liberté académique le leur permet et qu'il est tout à fait normal et sain qu'ils puissent s'exprimer librement sur ce conflit.

Cycliquement, certains professeurs de l'ULB n'hésitent pas à dénoncer le “dénier d'antisémitisme” présent au sein de leur université. D'où cela vient-il ?

Les fondateurs de l'ULB appartenaient à des cercles francs-maçons et libéraux, et comprenaient des figures issues de la communauté juive. Aujourd'hui, il existe toujours une communauté juive active à l'ULB, tant au niveau des étudiants que du corps académique. Partant de là, il n'est pas surprenant d'observer à l'ULB une sensibilité particulière au risque antisémite. Mais il faut reconnaître que le contexte s'y prête quand des organisations liées aux Frères musulmans, comme Samidoun, envahissent le campus ou quand des orateurs comme Rima Hassan sont invités. Mais je ne pense pas qu'il faille se focaliser sur l'antisémitisme. Il est une conséquence d'une exacerbation du communautarisme et de l'intolérance qui représentent un danger pour tous. C'est contre cela qu'il faut lutter aujourd'hui, notamment en organisant des débats d'idées.